

Plan de rigueur à la Culture

Budget de rigueur, 100 000 suppressions d'emplois supplémentaires dans la Fonction publique pour les 3 ans à venir, crédits de fonctionnement (État et établissements publics) et crédits d'intervention diminués de 10 % à l'horizon 2013, poursuite accélérée de la RGPP : les déclarations du Premier ministre, reprises par l'Élysée et Bercy, ont le mérite de la clarté : **un plan d'austérité de grande ampleur est bel et bien à l'ordre du jour.**

Appliqué au ministère de la Culture, à ses établissements publics et aux structures qu'il subventionne, c'est la catastrophe annoncée ! Les coupes budgétaires et le désengagement de l'État atteindront aussi très directement les réseaux, les professionnels et les associations engagés dans la création, le spectacle vivant, la diffusion, l'éducation artistique, l'action culturelle, l'éducation populaire. C'est contre cette tragique perspective que se mobilisent, ensemble, quantité d'organisations, de citoyens, d'élus, d'artistes, d'acteurs et de professionnels de la Culture, de personnels du service public culturel et de l'audiovisuel public comme ce fut notamment le cas le 29 mars et le 6 mai derniers dans toute la France.

Échaudé par les grèves de novembre et décembre dans plusieurs grands établissements du ministère, et face à une mobilisation qui s'étend, se renforce et s'organise à l'approche des festivals de l'été, le ministre Frédéric Mitterrand s'emploie par tous les moyens - mais de manière fort peu convaincante - à retarder un embrasement inévitable si le gouvernement poursuit sa logique de destruction du service public de la Culture.

Le dernier Comité technique paritaire ministériel du 4 juin fut une parfaite illustration du double langage des responsables du Ministère. En réponse à toute une série de questions et d'arguments précis sur l'avenir du ministère, le Directeur de Cabinet de Frédéric Mitterrand et les représentants de l'administration nous ont opposé un écran de brouillard artificiel, tentant même de nous faire croire qu'ils étaient entrés en dissidence contre la ligne gouvernementale :

- l'audit préparatoire à la phase 2 de la RGPP, commandé par François Fillon : il serait approximatif, bâclé, et ne tiendrait pas la route !
- l'externalisation progressive de la filière accueil-surveillance-magasinage-maintenance, la principale préconisation aujourd'hui sur le bureau de Nicolas Sarkozy : le ministère y serait opposé, ...sauf par endroits !
- de nouvelles suppressions de postes en administration centrale : ce serait exclu, le ministère a déjà beaucoup donné ,
- des suppressions d'emplois dans les établissements publics (qui concentrent 2/3 des moyens humains du ministère) à hauteur de 1,5 % de la masse salariale chaque année, comme l'a écrit le Premier ministre : le Cabinet tenterait d'expliquer à Bercy que ce n'est pas possible ,

–le ministre entend juguler l'emploi précaire : à quand les créations d'emplois statutaires pour titulariser les agents concernés ? Non, les suppressions doivent continuer !

–des expositions et des projets culturels annulés faute de financements, des fermetures partielles au publics, de nouvelles missions abandonnées ou privatisées : ce ne serait pas du tout au programme !

...Et tout à l'avenant. Dormez sur vos deux oreilles, en somme. Les mesures budgétaires et les annonces de la RGPP 2 ne seront divulguées qu'en septembre. Tout se prépare - et donc se jouera - pendant les vacances estivales, comme c'est le cas à chaque fois pour les très mauvais coups !

Sauf que, Monsieur Mitterrand, les personnels de la Culture ne sont pas du genre à avaler des couleuvres !

Vous ne cherchez qu'à gagner du temps, mais ceux-ci n'ont pas oublié que vous avez profité de la grande dispersion estivale, un mois après votre arrivée, pour faire passer à la sauvette les textes de la RGPP sur l'administration centrale !

Dans tous les secteurs, services et établissements de la Culture, la résistance et la lutte prennent un caractère d'urgence absolue pour s'opposer au dynamitage du ministère.

Pour la Culture, comme pour beaucoup d'autres domaines, au lieu de sabrer dans les dépenses socialement indispensables, le gouvernement serait mieux inspiré de taxer les dizaines de milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires, ainsi que les revenus financiers des entreprises, afin de redistribuer les pactoles insensés et éhontés que les très hauts revenus amassent grâce à sa complicité .

A force d'insistance, nous avons fini par obtenir que Frédéric Mitterrand accepte de rencontrer des organisations syndicales du ministère de la Culture. Ce rendez-vous est programmé pour le 22 juin. Mais nous n'avons pas l'intention d'attendre cette date pour construire et organiser partout la riposte d'envergure qui s'impose. Les organisations syndicales signataires ont convenu de se réunir très rapidement pour débattre des mobilisations à construire.

Les semaines à venir seront hautement décisives pour le devenir du ministère et du service public de la Culture !

Paris, le 9 juin 2010